



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/46/L.33/Rev.1
27 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lesotho, Liechtenstein, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Suède, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago et Zambie ; projet de résolution révisé

Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/187 du 21 décembre 1990, la résolution 1991/66 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1991, les résolutions WHA 41.24 du 13 mai 1988 1/, WHA 42.33 et 34 du 19 mai 1989 2/ et WHA 43.10 du 16 mai 1990 3/ de l'Assemblée mondiale de la santé, la décision 1991/23 du 3 mai 1991 adoptée par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies

1/ Organisation mondiale de la santé, quarante et unième Assemblée mondiale de la santé, Genève, 2-13 mai 1988, résolutions et décisions, annexes (WH A41/1988/REC/1).

2/ Ibid., quarante-deuxième Assemblée mondiale de la santé, Genève, 6-19 mai 1989, résolutions et décisions, annexes (WHA 42/1989/REC/1).

3/ Ibid., quarante-troisième Assemblée mondiale de la santé, Genève, 7-17 mai 1990, résolutions et décisions, annexes (WHA 43/1990/REC/1).

pour l'enfance ^{4/} ainsi que les autres résolutions et décisions pertinentes adoptées par les organismes des Nations Unies,

Notant avec satisfaction le rôle incontesté de chef de file et de coordonnateur que joue l'Organisation mondiale de la santé et les efforts que font d'autres organismes des Nations Unies tels que le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les secteurs public et privé pour combattre la propagation du SIDA,

Notant que l'Organisation mondiale de la santé estime que 9 à 11 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont actuellement contaminés par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et prévoit qu'avant la fin du siècle, 10 à 20 millions d'adultes de plus seront contaminés et 5 à 10 millions d'enfants naîtront séropositifs, si bien qu'on comptera en l'an 2000 30 à 40 millions de personnes contaminées, dont 90 % dans les pays en développement, et 10 à 15 millions d'enfants orphelins de père ou de mère ou de leurs deux parents du fait du SIDA,

Préoccupée de l'accroissement du nombre de cas déclarés de séropositivité qui, même s'il est plus lent que prévu dans certains pays industrialisés, reste rapide dans les zones urbaines, et de la propagation fulgurante de la pandémie dans les pays en développement,

Considérant que la lutte contre la pandémie appelle une action multisectorielle si l'on veut atténuer efficacement les conséquences sociales et économiques du SIDA et que tous les secteurs de la société devront être mobilisés pour appuyer les programmes nationaux de soutien, de traitement, d'éducation et de conseils et pour fournir des ressources en vue de combattre le SIDA,

Soulignant qu'il importe de combattre la discrimination et de respecter les droits de l'homme et la dignité de toutes les personnes, y compris les séropositifs, leur famille et ceux avec qui ils vivent, et notant l'action que mène à cet effet la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et les résultats de la Consultation internationale sur le SIDA et les droits de l'homme organisée à Genève en juillet 1989 par le Centre pour les droits de l'homme,

Constatant que la mise en quarantaine, les tests obligatoires, les mesures de coercition ou de restriction limitant les voyages ou la liberté de déplacement, y compris les déplacements transfrontières de même que d'autres mesures discriminatoires, ont le plus souvent pour effet de reléguer la maladie dans la clandestinité où elle est plus difficile à combattre, mais n'en arrêtent pas la propagation,

^{4/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément No 12 (E/1991/33), chap. IV.

Soulignant la nécessité d'inciter à plus de prudence dans les pratiques sexuelles, et notamment à un comportement sexuel responsable, et de diagnostiquer et traiter au plus tôt les autres maladies sexuellement transmissibles,

Insistant par conséquent sur l'importance de l'information, de l'éducation et d'autres activités d'appui s'adressant particulièrement aux jeunes pour les encourager à adopter un comportement qui leur permette d'échapper à l'infection,

Insistant aussi sur la nécessité de prévenir la propagation de l'infection par le VIH, quel que soit le mode de transmission et qu'il soit ou non spécifique à des groupes de population particuliers, y compris l'injection intraveineuse de drogue et les pratiques médicales imprudentes,

Soulignant en outre la nécessité d'améliorer la situation socio-économique des femmes afin de leur donner les moyens de se protéger contre l'infection, notamment contre sa transmission par voie sexuelle,

Notant que la recherche scientifique, y compris dans le domaine des sciences sociales et des sciences du comportement, a permis d'améliorer les techniques de diagnostic, de thérapie et de prévention ainsi que la pharmacopée, et soulignant la nécessité de rendre au plus tôt ces nouvelles techniques et ces nouveaux médicaments accessibles à un prix abordable,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la mise en oeuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA 5/;

2. Exhorte les Etats Membres et, le cas échéant, les organisations intergouvernementales :

a) A continuer d'accorder la priorité la plus élevée à la lutte contre la pandémie de SIDA et à parler ouvertement de cette maladie et des comportements sexuels dans le contexte des normes sexuelles, culturelles et religieuses nationales;

b) A continuer de développer des programmes nationaux énergiques de lutte contre le SIDA ayant notamment pour priorité de prévenir la transmission par voie sexuelle en encourageant des pratiques sexuelles plus prudentes, notamment un comportement sexuel responsable, et de prévenir la transmission par l'injection intraveineuse de drogue et par des pratiques médicales imprudentes;

c) A développer, notamment à l'intention des jeunes, des services d'information, d'éducation sexuelle et de conseils sur la contraception et les

maladies sexuellement transmissibles ainsi que sur les autres aspects de la transmission du VIH, dans le contexte des normes sexuelles, culturelles et religieuses nationales;

d) A mobiliser tous les secteurs de la société pour atténuer les conséquences socio-économiques du SIDA par une action multisectorielle;

e) A encourager le secteur privé, les associations communautaires et les organisations non gouvernementales à participer activement aux campagnes nationales contre le SIDA et l'infection par le VIH, en fournissant notamment un appui, des soins, une action éducative, des conseils et des ressources;

f) A lutter plus énergiquement contre un aveuglement obstiné et un optimisme béat;

3. Exhorte les Etats Membres et, le cas échéant, les organisations intergouvernementales à protéger les droits de l'homme et la dignité des séropositifs, des sidéens et des membres de certains groupes de population et à éviter toute mesure discriminatoire et infamante qui limiterait leur accès aux services, à l'emploi ou aux voyages;

4. Appelle la communauté scientifique à poursuivre les recherches nécessaires sur les aspects sociaux et comportementaux de la transmission du VIH, à mettre au point des vaccins et médicaments permettant une prévention ou une thérapie efficaces et à publier dès que possible les résultats de ses travaux;

5. Prie l'Organisation mondiale de la santé d'étudier la possibilité de renforcer encore l'échange d'informations entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne tant la pandémie de SIDA que les politiques nationales de lutte contre le SIDA;

6. Prie le Secrétaire général d'inviter le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé à intensifier son action au sein du système des Nations Unies, en collaboration avec l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et avec les chefs de secrétariat de la Banque mondiale, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de toutes les autres organisations compétentes des Nations Unies, en vue de :

a) Continuer à promouvoir l'application multisectorielle coordonnée de la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA;

b) Fournir un appui aux pays et les encourager à élaborer des plans pour parer aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de SIDA, en particulier pour les femmes, pour les enfants sains de parents séropositifs ou orphelins du fait du SIDA et pour les personnes âgées qui sont sans soutien et ont souvent la charge de petits-enfants orphelins, ainsi que pour les personnes travaillant avec des sidéens ou des séropositifs;

c) Mobiliser les ressources nécessaires, tant humaines que financières, notamment dans le secteur de la santé, en particulier pour les pays en développement, pour développer et mettre en oeuvre des activités et des techniques de prévention de l'infection par le VIH, de lutte contre le SIDA et de traitement des séropositifs;

d) Veiller à ce que les besoins et l'expérience des sidéens et des séropositifs ainsi que les besoins particuliers des femmes et des enfants soient pris en considération dans la recherche de thérapies préventives, curatives et palliatives;

7. Prie le Secrétaire général, vu les graves conséquences socio-économiques de la pandémie de SIDA et ses effets néfastes sur le développement dans beaucoup de pays en développement, d'assurer, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, une utilisation optimale des capacités de recherche et d'analyse ainsi que de l'expérience des organismes des Nations Unies lorsqu'il programmera les activités multisectorielles et affectera des fonds aux pays qui auront demandé une assistance pour ces activités;

8. Prie le Secrétaire général d'assurer, en coopération étroite avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, une utilisation optimale des moyens d'information dont disposent les organismes des Nations Unies, de manière à éclairer davantage le public sur le VIH et le SIDA;

9. Invite en outre le Secrétaire général, agissant en collaboration étroite avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé et, par son intermédiaire, avec tous les autres organes, programmes et organismes des Nations Unies, à lui rendre compte à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des suites données à la présente résolution, en prenant en considération les aspects du SIDA qui concernent la santé ainsi que toutes les autres dimensions de cette pandémie.
